

UNITÉ d'action pour

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone : Suffren 62-31



SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

C. C. P. Mlle Picard 5660-38 Paris

ARRACHER LES 3.000 fr. PAR MOS POUR TOUS en acompte sur un véritable minimum vital et pour faire échec au projet gouvernemental des conventions collectives le 25 Novembre les ouvriers ont ressoudé leurs rangs CE SUCCES NE DOIT PAS ÊTRE SANS LENDEMAIN

La grève générale du 25 novembre, en rassemblant dans une lutte commune pour un objectif commun les corporations les plus importantes, a été un succès, même si la participation des employés, des fonctionnaires et des P.T.T. a été faible. Mais pour ce soit autre chose qu'un succès d'un jour, il faut tirer les leçons de cette journée afin d'organiser la lutte pour la victoire complète.

comparés à son impuissance face au gros du prolétariat, ils sont maigres et prouvent la force qu'a la classe ouvrière. Mais il y a d'autres leçons qu'il ne faut pas ignorer. De l'absence de manifestation d'enthousiasme durant la grève, la presse bourgeoise essaie de tirer la conclusion que les travailleurs ne veulent pas combattre et acceptent leur sort. La réalité est tout autre: les travailleurs sont prêts à combattre tout ensemble contre la misère grandissante. Ce dont ils ont assez, c'est de combattre pour rien. Les travailleurs savaient très bien qu'une grève de 24 h., même générale, ne pouvait pas arracher les 3.000 fr. d'augmentation pour tous, et ce n'est pas parce qu'ils le savaient qu'ils manquaient d'enthousiasme. Ils faisaient la grève de 24 heures pour recréer leur unité de front, afin de se

préparer à arracher leurs revendications. Concrètement, cela signifie que les travailleurs faisaient cette grève générale limitée en espérant qu'elle serait la préparation, par le rassemblement des forces ouvrières, à la grève générale illimitée jusqu'à la victoire complète sur le patronat, son Etat et son gouvernement. Le manque d'enthousiasme provenait de ce que les travailleurs ne voyaient aucun des chefs qui détiennent les appareils syndicaux le dire clairement, ni faire quoi que ce soit montrant que c'était leurs perspectives. L'attitude jaune des dirigeants C. F. T. C. portait un coup à la grève. Le refus des dirigeants F.O. de toute unité d'action en portait un autre. Ajoutez à cela la méfiance créée par les années d'utilisation par les chefs de la lutte ouvrière pour les besoins de leurs manœuvres gouvernementales ou diplomatiques qui conduisit à d'innombrables défaites. Il fallait réellement donner à tous les travailleurs la direction de la grève; organiser partout des Assemblées générales ou des comités semblables; élire des Comités d'unité d'action représentant tous les travailleurs syndiqués ou non syndiqués. Ainsi les grévistes auraient vu réellement pour quoi et pour qui ils combattaient. Par tout cela a été fait, la grève a été un succès même dans les corporations réticentes. Et surtout il fallait dire très clairement: Cette grève ne peut que réunifier les rangs ouvriers, mais c'est capital pour préparer la lutte générale indispensable pour vaincre la bourgeoisie.

Jules Moch démentit... ces photos prouvent

Un soldatisme de Jules Moch-Nagelsen a passé par là. Les démentis des deux compères ne peuvent faire disparaître les faits. Ces deux photos prises en présence du député Khider, que l'on voit sur une d'elles prendre des notes, sont une réponse irrefutable à l'adresse des deux dignitaires « socialistes ».



L'action s'est déroulée à la fin du mois de septembre en Algérie, dans une commune mixte du Djurdjura. « La Vérité » a été à peu près seule dans la presse à en parler en octobre. Dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur le 6 octobre, le député Khider a rendu compte de ce qu'il a vu sur la place: Arrivés au douar Sidi Ali Bou-nab, nous n'avons trouvé que ruines et

maisons saccagées et incendiées; 5 millions de dégâts. Dans la demeure de Kiass Amar, 10 quintaux de figues, 20 jarres contenant 400 litres d'huile, 3 quintaux de blé ont été éparpillés sur le sol et piétinés. A la dechra Hidoussa, cinq gendarmes se sont succédé dans le viol d'une jeune fille de quatorze ans. Khider cite les noms des familles



désolation. Pas une maison avec un toit, pas une âme qui vive. Des débris de bestiaux, de volaille et de chèvres. Des débris de vaisselle et de poterie, des jarres d'huile et des monceaux de figues séchées jonchaient le sol, laissant ainsi deviner la violence des opérations. Deux heures durant, nous avons parcouru les champs et, sur une étendue de plus de 20 kilomètres, le même spectacle s'offrait à nos yeux. Cela nous faisait penser à ces contrées dévastées par les cohortes nazies. A Ouled Saada, un moulin à huile appartenant à Bouzourene et Kiass a été incendié le samedi 1<sup>er</sup> octobre. Des jarres d'huile ont été détruites, des

qui ont vu leurs maisons, leurs meubles saccagés, leurs provisions d'hiver détruites par les gendarmes au cours de leur expédition punitive dont le motif officiel est... la recherche d'un déserteur. Si, comme l'indique Jules Moch, il ne s'agit que de pures inventions du P. P. A. et que les faits sont dénués de tout fondement, on se demande pourquoi le gouvernement ne donne pas suite à la demande d'une commission d'enquête qui a été formulée jusque parmi des parlementaires du M. R. P.? Pourquoi redoute-t-il l'enquête au grand jour s'il n'a rien à se reprocher?

AU GERGLE LENINE DEVANT UNE SALLE COMBLE ET ENTHOUSIASTE Claude BOURDET explique pourquoi il faut défendre la Révolution Yougoslave

Des centaines d'ouvriers se pressaient dans une salle trop petite de la Mutualité, samedi 26 novembre, pour entendre Claude Bourdet, directeur de « Combats », raconter ce qu'il avait vu en Yougoslavie et les conclusions qu'il en avait tirées. Bravant un tableau économique et politique de la Yougoslavie actuelle, le conférencier fait d'abord le bilan de la collectivisation dans l'industrie, dans le commerce et dans l'agriculture. Il décrit la structure du pouvoir et sa formation. C'est dans la transformation, par la direction Tito, de la guerre nationale yougoslave en guerre civile anti-capitaliste qu'il faut chercher l'origine des premiers mécontentements de Moscou. Plus tard, l'industrialisation de la Yougoslavie en fut une autre raison. Mais entre temps, le Parti Communiste Yougoslave avait réussi à devenir, selon Claude Bourdet, non seulement le représentant d'une tendance communiste, mais l'inspirateur du tournant du Kominform en 1947 et de toute la politique officielle qui suivit.

Par la suite, explique Claude Bourdet, le régime yougoslave, qui déjà au moment de la libération avait traité de puissance à puissance avec l'armée soviétique, refuse de se laisser plus catégoriquement de se laisser contrôler par le Guepéco et par ses agents yougoslaves. Après l'échec de toutes les autres solutions, il ne reste alors au Kremlin qu'à rompre ouvertement. Et c'est la Révolution du Bureau d'Information. Mais, contre toute attente, le régime yougoslave ne se laisse pas liquider par une Ré-

solution. Et en fin de compte, démontre Cl. Bourdet après une analyse fouillée des forces en présence, Moscou doit en venir à la conclusion qu'il lui est impossible de renverser le Parti Communiste Yougoslave, ce que voit par les moyens militaires ou interventionnels. Cette situation met en danger sa domination incontestée sur les autres Partis Communistes. Traiter la Yougoslavie de pays capitaliste dans le procès de Budapest ne sert à rien. Ce qu'il faudrait pour qu'il n'y ait plus de mauvais exemple, c'est que ce soit vrai! Et Soutine de pousser à la roue pour que la Yougoslavie rentre dans le circuit impérialiste. Le succès de ce plan, voilà le danger! conclut Bourdet. C'est lui qui rend nécessaire la défense de la Révolution Yougoslave. Nous pouvons compter quant à nous que les besoins mêmes de la défense du régime conduisent Tito à instaurer la démocratie ouvrière la plus complète et à se lier de plus près au mouvement révolutionnaire international.

Le riche exposé de Claude Bourdet devint donc lieu à des remarques et à des (Suite page 3) GARRIVE.

Des millions d'hommes derrière les barbelés des camps de concentration

LA VÉRITÉ de la quinzaine dernière a stigmatisé comme il convenait les initiatives de David Rousset, secrétaire au même titre que le savant atomique Compton, de l'impérialisme américain. Ce charlatan de la politique et ses nouveaux amis du « Monde », du « Figaro », de « l'Aurore » n'ont pu malgré leurs arguments dissimuler le caractère anticomuniste de leurs manœuvres. C'est parce que l'U. R. S. S. est le seul pays qui se réclame du Socialisme, certains dit, que nous demandons une enquête dans ce pays seulement. L'indignation de ces messieurs est donc fonction des titres dont se parent un gouvernement et non du seul fait concret: à savoir, l'existence des camps. Avec un tel centre il n'est pas étonnant que ces honorables serviteurs de la bourgeoisie ignorent les bagues de Poulou-Condor, de Madagascar, d'Espagne, de Grèce. Il n'est pas étonnant qu'ils ignorent aussi ce qui se passe dans leur propre pays: la répression contre les travailleurs vietnamiens, contre les travailleurs nord-africains et l'effroyable misère de milliers et de millions de foyers d'ouvriers français que rappelle avec tant d'émotion et aussi de violence l'ouvrier de chez Mateu qui écrit à ces beaux messieurs du « Monde ». Puisque le capitalisme ne se dit pas socialiste, M. Rousset n'a rien à lui reprocher. Si l'on veut réellement lutter contre le phénomène concentrationnaire, alors il faut le faire partout où il se manifeste, sans que cette lutte ne devienne qu'une manœuvre au profit d'un bloc contre l'autre. C'est pourquoi nous avons repris la proposition de Claude Bourdet d'une Commission qui enquêterait dans tous les pays capitalistes de régime autoritaire et syndicalistes, en commençant par les pays auxquels appartiennent les enquêteurs et qui enquêterait également en U.R.S.S.

Mais si l'on prétend dénoncer les camps de concentration soviétiques au nom de la lutte pour le socialisme, ce n'est certes pas un fasciste Fabre-Luce, aux partisans R.P.F., assassins de Viet-Namien, pas plus qu'un fantoche David Rousset que revient ce rôle. Il ne peut appartenir qu'à la classe ouvrière et être assisté par une Commission démocratiquement élue par les seules organisations politiques et syndicales ouvrières. Les camps des pays impérialistes sont ce Mathias CORVIN. (Suite page 3) déporté à Sachsenhausen.

UNE ENQUÊTE DE "LA VÉRITÉ"

Chez les travailleurs Nord-Africains (III) Ils sont 3.000 chez Renault

NOUS sommes près de 3.000 dans cette vaste cité qui est l'usine Renault. On a dit ce délégué syndical nord-africain avec qui nous avons passé en revue, à la sortie de l'atelier, les maux de ses compatriotes. Les revendications que nous avons vues la représenter une charte valable, dans l'essentiel, pour l'ensemble des travailleurs nord-africains en France. J'ai posé la question, à savoir à quelles besognes les Nord-Africains étaient employés dans l'usine, en étant certain de la réponse: à tous les bureaux, les plus pénibles, les plus insalubres, les plus dangereux, que les ouvriers français n'acceptent l'exécution que s'ils sont poussés à la dernière extrémité. Et le camarade délégué me donne des exemples très précis. — Nos compatriotes, on les trouve presque entièrement à la fonderie, au découpage, à la peinture, au ponçage et aux presses. Au total, les Nord-Africains sont environ une petite minorité de 1/12 dans la boîte. Et quand on regarde à la fonderie et aux ateliers des presses, on s'aperçoit qu'ils y sont en majorité ou au moins la moitié de l'effectif. C'est, paraît-il, parce qu'ils supportent mieux les chaleurs énormes de la fonderie. On ne se rend pas à leurs organisations qui portent mieux aussi les émanations de gaz toxiques et les atmosphères irrespirables. L'atelier le plus redouté dans l'usine est celui des grandes presses. Le nombre d'accidents graves, nous dit le délégué, y est le plus élevé. Il y a peu de temps, un camarade a eu les deux mains coupées, un autre l'épaulé enlevé. Le grand nombre d'accidents dans ce travail périlleux tient à la cadence qui

est imposée aux gens. Pour les éviter, il faudrait augmenter les temps mort, mais, n'est-ce pas, les bénéfices passent avant tout. Évidemment, on justifie le maintien des Nord-Africains à ces besognes par leur mauvaise qualification. Sur ce point, les délégués ont réclamé à la direction, d'une façon persistante, une formation professionnelle accélérée. Cette réclamation se trouve éludée très régulièrement de la manière que voici: la direction ne voit pas d'inconvénients à admettre aux cours professionnels les Nord-Africains dans les mêmes conditions que les travailleurs français. Du fait que les 9/10<sup>e</sup> de nos compatriotes, explique le camarade, sont illettrés, tout accès à une formation professionnelle, qui pourrait les sortir de leur condition inférieure, leur est interdit. — Nous avons demandé l'inscription d'un cours spécial pour nos camarades qui feraient compte de leur niveau culturel, mais la direction ne veut absolument rien savoir. Le refus opiniâtre qu'oppose le patronat à une telle revendication s'explique parfaitement: car la politique impérialiste qui entend conserver les peuples d'outre-mer en tant que main-d'œuvre à bon marché. Ce qui est un moyen en même temps pour freiner l'accès de ces peuples à leur indépendance.

Une des questions les plus angoissantes, c'est la question du logement. Nous agissons sans arrêt ce problème devant la direction, me dit le délégué. — On nous a fait un certain nombre de promesses, mais rien n'a été réalisé jusqu'ici. Il nous a été dit en dernier lieu qu'un terrain était sur le point d'être acheté en vue de la construction de logements ou de baraques. On ne peut s'imaginer comment logent les (Suite page 2) A. DURET.



ENCORE DES MILLIONS D'HOMMES derrière les barbelés DES CAMPS DE CONCENTRATION

(Suite de la page 1)
soit ceux d'Hitler hier ou ceux de Franco ou de colonialisme aujourd'hui ne sont pas un phénomène exclusivement allemand ou espagnol ou colonial, ils sont le produit d'un régime décadent qui ne maintient sa domination sur les masses exploitées que par l'imposition de la terreur, des tortures et de la mort dont sont victimes au premier chef les meilleurs combattants du prolétariat.

A Dachau et à Buchenwald, à Sachsenhausen tout est premier lieu des milliers et des milliers de militants révolutionnaires allemands. Il en est de même aujourd'hui en Espagne ou en Indochine.

Le régime hitlérien presque inconnu à l'extérieur la répression « concentrationnaire ». Des millions de travailleurs furent transférés en forçats. Man-d'œuvre à bon marché, sans cesse renouvelée, ils permirent à la bourgeoisie allemande de se constituer une force travail possible pour sa guerre.

Cette répression presque inconnue à l'extérieur la répression « concentrationnaire ». Des millions de travailleurs furent transférés en forçats. Man-d'œuvre à bon marché, sans cesse renouvelée, ils permirent à la bourgeoisie allemande de se constituer une force travail possible pour sa guerre.

Dans les grandes plantations d'Afrique du Nord ou d'Indochine, les méthodes de « recrutement » forcées et les conditions du travail ne sont souvent guère différentes de celles que connaissent les déportés des lagunes maritimes.

Personne, pas même les dirigeants stalinien, n'a contesté l'existence de camps de concentration en URSS. Mais ces camps sont des camps de « rééducation », prétendent les apologistes du régime.

15 millions d'hommes, des femmes, des vieillards, d'après Molotov, sont donc en traitement (« rééducation ») dans les camps soviétiques de Sibérie, et des régions les plus insalubres du pays.

Des centaines de témoignages sont venus prouver depuis des années et des années ceux qui souffrent et qui meurent dans ces camps ne sont pas les suppôts d'un régime qui, d'après Staline, a été liquidé, mais d'humains travailleurs, n'ayant pas accompli leurs « normes » à l'usine, des opposants, des bureaucrates tombés en disgrâce.

Staline prétend avoir instauré le socialisme et la société sans classes depuis près de 20 ans en URSS. La question qui vient à l'esprit de celui qui réfléchit c'est: pourquoi n'a-t-il pas pu empêcher la formation d'une masse de 15 millions de suppôts de l'ancien régime?

Il n'a pas pu l'empêcher, parce que c'est son propre régime qui produit les camps de concentration.

La moindre rébellion et c'est Karaganda. La moindre opposition et c'est les prisons du Guepoué.

La domination de la caste bureaucratique ne peut subsister qu'en recourant à ces pratiques barbares.

Et par ce moyen, la bureaucratie s'est constituée, elle aussi, une main-d'œuvre à bon marché indispensable à sa domination à laquelle elle soutire une partie importante de plus-value.

Si le prolétariat est seul capable de démanteler la répression sauvage de l'impérialisme, il est aussi le seul à posséder des armes que les usurpateurs de la Révolution d'Octobre.

Faire la lumière sur la répression concentrationnaire, quelle qu'elle soit, est une tâche que seul le prolétariat peut mener à bien.

LA 2° D. B. CONTRE les dockers de Marseille

APRÈS avoir assisté, à Marseille, à la messe du Sacré-Cœur en souvenir de la sainte âme du Général Leclerc, des anciens de la 2° D.B., de la 3° D.L.C., du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, des parachutistes, des bataillons de choc et commandos ont décidé qu'ils assureraient dorénavant, sans distinction de grade ou de fonction, le chargement des navires partant pour le Viet-Nam.

Tout ce beau monde va donc se transformer en dockers. Si les dockers le lui permettent. Car, en effet, au lendemain de cette proclamation, les dockers du bassin de la Joliette se sont mis en grève. Mais les mesures de répression se développent:

Le Secrétaire du Syndicat C.G.T. des dockers s'est vu retirer sa carte d'accès dans les ports.

Deux ouvriers qui venaient d'être embauchés, ayant appris qu'ils allaient embarquer du matériel pour le Viet-Nam, refusèrent de faire ce travail. Leurs cartes leur fut également enlevées. Les dockers étrangers sont menacés d'expulsion des ports.

La propagande chauvine et sentimentale de la 2° D. B. trouve peut-être un écho parmi certains anciens combattants, sans travail et sans ressources. C'est par ces moyens que le fascisme peut se constituer une base en France.

Il appartient à tous travailleurs de leur déceler les yeux, comme il leur appartient de soutenir par tous les moyens l'action énergique des dockers, à l'avant-garde du combat contre la guerre colonialiste du Viet-Nam.

L'Allemagne et l'Europe

L'Europe capitaliste ne pourra jamais se dresser contre les autres puissances capitalistes, dominées toutes par le colosse américain; elle se portera fatalement vers l'expansion à l'Est.

Pour cette raison, il est dans la logique de ces choses, que dans l'Allemagne capitaliste soit bientôt abolies toutes les restrictions que son statut de pays vaincu lui impose encore, y compris les restrictions sur le terrain militaire et sur le réarmement.

Mais pour ne pas heurter de front l'opinion publique en France, et ailleurs, encore trop sensible aux souvenirs de l'occupation hitlérienne, on procédera par étapes, et on laisse la question du réarmement légal et visible de l'Allemagne pour plus tard.

Ainsi Schuman le jésuite peut dénoncer à l'Assemblée l'épouvantail d'un réarmement allemand qu'on agit et à affirmer « qu'un tel réarmement n'a été ni envisagé, ni discuté », mais quand Pierre Cot, lui, demande à la France ira jusqu'à la rupture avec les Alliés dans le cas où ces derniers demanderaient l'incorporation de l'Allemagne dans l'armée européenne », Schuman, à son banc, ne dit mot.

L'« Humanité » dénonce naturellement cette politique de reconstruction capitaliste de l'Allemagne. Mais avec quels arguments?

Cette politique, ont clamé les députés stalinien dans le débat qui s'est engagé à l'Assemblée Nationale la semaine passée, « n'est pas française » (Billoux).

Pour qu'elle soit telle il fallait à leur avis, entre autres, que « nos réparations ne soient pas abandonnées » et que tous « les crimes commis au nom du peuple allemand par Hitler » soit « réparés ».

Il est naturellement comique de voir les députés stalinien combattre avec tant de zèle oratoire pour persuader les capitalistes français d'agir avant tout « en français » et de faire passer

au premier plan leurs préoccupations « nationales » et non celles de leur « classe ».

Mais est-il vrai qu'une politique de pillage continue et de discrimination à l'égard de l'ensemble du peuple allemand, y compris du prolétariat allemand soit une politique « française », c'est-à-dire une politique qui profite réellement aux masses laborieuses de France?

L'intérêt du prolétariat français réside dans l'entente fraternelle avec le prolétariat allemand, et dans la lutte commune contre les capitalistes français et allemands pour une France, et une Allemagne socialistes, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Cette perspective, la seule réaliste, est complètement abandonnée par les stalinien. Impuissants devant « l'américanisation » accentuée de l'Europe Occidentale, ils rêvent d'une alliance avec des classes sociales capitalistes « patriotes », alliance qui entraverait la pression contre l'U. R. S. S. et sa zone d'influence.

Ils deviennent ainsi les porte-paroles d'un nationalisme petit-bourgeois réactionnaire, autarchique et protectionniste. C'est ainsi que Waldeck-Rohet déclare par exemple que « pour sauver l'agriculture française, il faut avant tout défendre et développer le marché français, ce qui suppose le maintien d'une protection douanière suffisante, le relèvement du pouvoir d'achat des classes laborieuses et le rejet de tous les « Fritalux » à autres succédanés qui visent à asservir notre pays ».

De Gaulle n'emploie pas un langage différent. Mais dans la course qui l'oppose aux stalinien pour influencer les couches de la moyenne et petite bourgeoisie, si l'un l'autre puisent sans scrupule dans l'arsenal de la démagogie nationaliste, il ne fait pas de doute que c'est le Général qui sortira gagnant.

PABLO.

Parti Communiste Yougoslave (IV)

CRATE OUVRIERE

contenu et par la forme. Tel était pour Marx l'enseignement de la Commune de Paris. L'exposé de Kardelj examine ensuite les rapports entre les Comités populaires, le Parti et le Front populaire, le mouvement de lutte contre la bureaucratie; puis l'important problème de l'autonomie locale; puis les fonctions et le fonctionnement des Comités populaires en Yougoslavie; enfin il termine sur l'analyse des principales dispositions nouvelles de la Loi sur les Comités.

Nous essaierons de dégager de cet ensemble les idées les plus intéressantes et tenterons de répondre à la question que nous posions en préambule: la P.C.Y. a-t-elle, depuis sa rupture avec le stalinisme, fait un retour au marxisme-léninisme sur la question décisive de la démocratie ouvrière?

Critiques préliminaires

Comme critiques préliminaires, nous répondons par l'affirmative à cette question, il y a intérêt, pour la clarté de l'exposé, à commencer par souligner ce qui nous apparaît erroné dans la position définie par Kardelj. Ces erreurs ne sont pas surprenantes. Ce qui est surprenant, c'est la rapidité d'évolution du P.C.Y. et la grande capacité théorique manifestée par lui. Les qualités individuelles indéniables, la rupture avec Staline n'en donnent pas une explication suffisante. C'est encore E. Kardelj qui nous fournit la réponse: « Notre parti, dit-il, était à la fin de la guerre le seul parti communiste dont le rôle directeur fut hors conteste et assuré, non seulement par la confiance de la majorité du peuple, mais aussi par l'armement révolutionnaire du peuple. » Autrement dit, le P.C.Y. était le seul parti qui fut porté au pouvoir par la révolution: le seul qui ait été le résultat du feu d'une pratique révolutionnaire, le seul qui se soit « trouvé contraint à l'application du marxisme léninisme dans la vivante lutte révolutionnaire du peuple ».

La première critique préliminaire, qui d'ailleurs s'adresse à toute la production théorique du P.C.Y., concerne sa méthode son matérialisme, son utilité idéologique, qui préside à l'explication de la politique imposée par Staline aux autres Partis communistes. Ainsi, Kardelj reconnaît que l'opportuniste de cette politique de Démocratie populaire « a causé d'innombrables dommages au prolétariat international et à la révolution socialiste après la deuxième guerre mondiale », mais il met cette néfaste politique sur le compte d'erreurs doctrinales, du dogmatisme, au maximum sur la volonté de domination de l'U.R.S.S. et ne donne pas l'explication SOCIALE de ces erreurs persévérantes ni de cette volonté de domination. En un mot, il ne relie pas ces erreurs aux

réalités sociales nées de la dégradation de l'U.R.S.S.

La deuxième critique vise la conception des rapports entre le Parti et les Comités et la conception du rôle des Comités.

Kardelj tente une justification théorique du Parti Unique. Lorsqu'il fait la critique de la fausse démocratie à plusieurs étages des républiques bourgeoises, au particulier des U.S.A., il est sur un terrain solide. Mais lorsqu'il veut démontrer la nécessité théorique d'un parti unique dans la dictature du prolétariat, il s'engage en terrain miné. Il use pour cela de l'argument suivant: ce n'est pas de partis qu'il s'agit, mais de classes; certes, il peut y avoir dans les masses des opinions divergentes, mais pour refléter ces opinions, il n'est pas besoin de parti, « car les classes sont des entités réelles, et non pas des partis séparés, et sortent d'un parti double obtenu la majorité pour que ses factions de voir puissent infliger sur le peuple exécutif ».

L'obscurité de l'expression, si frappante à la lecture de cette brochure par ailleurs clairement rédigée, traduit l'obscurité de la pensée.

Ayant de chercher si un autre parti doit obtenir la majorité ou s'il peut exercer son influence par d'autres moyens sur le pouvoir, il faudrait que l'on admette l'existence de plus d'un parti de la classe ouvrière, exprimant les opinions divergentes des travailleurs, qu'elles puissent d'une base progressive du point de vue de la participation technique du parti. Ces divergences ne sont pas d'ordre technique, mais d'ordre politique.

Or précisément les Comités populaires de Yougoslavie, qui selon Kardelj, permettent à l'opinion des individus de se faire valoir directement, ont un rôle technique d'organisation et d'administration, et non un rôle politique. Ceci apparaît non seulement dans le rapport de Kardelj où l'on chercherait en vain la définition du rôle politique des Comités populaires mais aussi dans le témoignage direct de Claude Bourdet qui déclare: « Les Comités fonctionnent réellement à la manière de la participation technique. Mais ils que l'on commence à toucher la politique, il n'y a plus de démocratie. »

On se demande comment il pourrait en être autrement lorsque les dirigeants proclament la nécessité théorique du Parti Unique. Sur ce point, nous devons être très clairs et affirmer: 1° qu'il est du devoir du nouveau pouvoir de mettre hors la loi les ennemis du régime social et les partis restauracionistes; 2° que l'exercice du pouvoir par un seul parti peut être, à beaucoup de chance d'être une nécessité. Encore faut-il alors que la démocratie ouvrière soit particulièrement développée dans ce parti;

3° l'exercice du pouvoir par un seul parti n'implique nullement que ce parti peut ou doit être unique.

C'est ainsi que les bolcheviques, lorsque les tentatives de renouveau socialiste ont échoué, ont tenté de gouverner des soviets, brent les plus grands efforts pour maintenir la démocratie dans les soviets, pour permettre l'existence légale des autres partis soviétiques non seulement S.R. de gauche, non seulement les petits groupes anarchistes, non seulement les mencheviques internationalistes, mais aussi les mencheviques.

Ceci en dépit du complot permanent des dirigeants mencheviques et autres, en dépit de la guerre civile, en dépit de l'intervention étrangère, en dépit de la famine.

Lénine n'était pas guidé par un « dogmatisme » de parti, mais par une conviction profonde que la construction du socialisme nécessite avant tout la participation consciente des masses opprimées, participation consciente qui ne peut être acquise que si les courants idéologiques (les partis) s'affrontent librement dans le cadre de la démocratie soviétique. Chaque entrave qui fut mise à la démocratie soviétique a été expliquée par Lénine comme un recul imputé par les menaces mortelles qui pesaient sur le régime et non comme une manœuvre victorieuse vers le Parti Unique.

Kardelj ne pourra nous répondre qu'il n'a pas en Yougoslavie de S.R., d'anarchistes, de mencheviques de droite ni de mencheviques internationalistes. Que la lutte a pris en Yougoslavie une forme de classe très claire: les travailleurs avec le P.C.Y., les bourgeois avec les Tchétchik et Sabashitch. Si l'on est ainsi, cela veut dire que la position du P.C.Y. est infiniment plus forte que celle des bolcheviques de 1917 à 1921. Dans un certain sens, c'est exact.

Mais cela veut dire seulement que le P.C.Y. est dans des conditions infiniment plus favorables pour approfondir la démocratie dans les Comités, pour y favoriser la vie démocratique et la confrontation des tendances divergentes, pour développer leur rôle de direction politique. C'est le meilleur garant de l'adhésion spontanée des travailleurs au régime, c'est la seule défense contre les tentatives bureaucratiques. Chaque fonction qui est retirée aux Comités est le policier et le bureaucrate.

L'Apport Yougoslave

Ces critiques faites, nous pourrions examiner avec plus de clarté le retour du P.C.Y. au léninisme sur ce problème théorique de la démocratie, et ce que nous devons même considérer comme un apport positif au marxisme.

Nous verrons également comment il faut interpréter les relations entre la théorie et la pratique yougoslave de la démocratie ouvrière. (A suivre) FAYRE.

(1) Edition Le Livre Yougoslave, 30, rue Louis-le-Grand, Paris (2°).

(2) De la démocratie populaire en Yougoslavie, p. 88 de l'édition française.

CLAUDE BOURDET AU CERCLE LÉNINE

(Suite de la 1° page)

critiques intéressantes. Un assistant fit remarquer que, si Bourdet voyait dans la création du Kominform le résultat de l'influence yougoslave, les Yougoslaves au contraire avaient tenu l'initiative de la dresser contre la Yougoslavie. Toute la question est là. Est-il vraisemblable que le Kremlin ait jamais laissé à d'autres le soin de traduire ses intérêts diplomatiques dans le langage de « communion »? Toute son attitude altière envers les Yougoslaves trouve justement que le moindre partage de prestige même, lui est intolérable!

Un camarade de l'Internationale soutient ensuite que le Parti Communiste Yougoslave n'a pas seulement rompu les liens d'organisation avec les stalinien, mondial, mais a également abandonné plusieurs de ses positions contre-révolutionnaires. Il met en relief la ligne de lutte de classes pratiquée par le seul Parti yougoslave pendant la guerre.

Puis J. Privas, Secrétaire du P.C.L., revient sur les raisons de la rupture. C'est toute la logique révolutionnaire des masses qui a porté les chefs dans l'opposition, puis dans la scission, bien plus que telle ou telle particularité psychologique nationale.

Mais les adversaires ont aussi la parole, et Claude Lénine. Des émigrés blancs yougoslaves ont usé de ce droit pour venir génir sur la dictature du Parti Communiste Yougoslave, qui les a expropriés économiquement et politiquement. Ce point de vue là se défend. Il est celui de l'ennemi de classe.

Mais le point de vue stalinien, qui s'oppose lui aussi à la « terreur de la clique Tito », n'a pas été défendu au cours de la discussion. De quelle expropriation, en effet, se seraient plaints les kominformistes? De ce qu'on a « écrit du pouvoir les agents du Guépoué, Lavovitch et Halveng? Ces choses-là se lisent pas en public. Qui aurait pu venir résumer le témoignage de Claude Bourdet? Les faux témoins des anciens brigades de travail français en Yougoslavie, qui « comprennent » au bout de deux ans qu'ils ont travaillé pour un pays fasciste et qui se adressent collectivement à un Comité anti-Yougoslave? Certes ils ne sont pas scotchés.

Quand on ne pratique que la calomnie, la discussion démocratique est le pire danger. Mieux vaut le sabotage, tel qu'il fut tenté en vain contre le meeting tenu par notre Parti le 7 novembre, en commémoration de la Révolution Russe et pour la défense de la Révolution yougoslave.

A l'échelle de la Yougoslavie, les mêmes méthodes sont employées pour abatteur son Parti et son Etat. Tout est mis en œuvre dans chaque pays pour étouffer sa voix et la laisser étouffer. Et pourtant voilà ce qu'il faut nous encourager à faire: le droit à la libre discussion, dans les Syndicats et dans le P.C.F., le droit d'y lire la presse yougoslave.

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques. Si tu veux être assuré de la lire régulièrement: CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT: 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord ... 300 fr. A. O. F. ... 440 fr. Indochine, ... 680 fr. 1 an: Etranger ... 350 fr.

CERCLE LÉNINE

Le 9 Décembre LE RÉALISME SOCIALISTE

par Julien ALVARD

Redacteur à la revue "ART D'AUJOURD'HUI"

20 heures 30 - Salle G PALAIS DE LA MUTUALITÉ rue Saint-Victor

SERVICE D'ÉDITION et de LIBRAIRIE

Vient de paraître: L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Manifeste, thèses, résolutions du 1° Congrès de l'I.C. (mars 1919)

# Le 25 Novembre des millions de travailleurs s'unissent dans la lutte

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

des chefs jeunes, scissionnistes ou apeurés de rendre la parole aux travailleurs.

Cette grève a été une grève d'avertissement, dit-on. Mais elle « avertit » pas seulement le patronat. A celui-ci, les travailleurs ont dit en débattant : « Nous l'écraserez donc que nous aurons regroupé nos forces. » Mais en même temps par son peu d'enthousiasme, ils signifiaient aux dirigeants ouvriers : « Nous n'avons pas confiance en vous pour organiser la victoire. »

Les chefs de la C.F.T.C. continueront à soutenir le gouvernement Bidault. Les chefs de F.O. continueront à ne se rappeler des revendications ouvrières que lorsque les ministres S.F.I.O. seront en difficultés. Les chefs de la C.G.T. continueront à combattre l'Idée de la grève générale et à faire lutter les travailleurs entreprise par entreprise pour des revendications qui ne peuvent être arrachées que par tous les travailleurs ensemble.

Et pourtant les 3.000 francs par mois pour tous, un minimum vital véritable garanti par l'échelle mobile sont plus que jamais indispensables. Les Conventions collectives anti-ouvrières et leur arbitrage obligatoire que veut imposer le gouvernement doivent plus que jamais être repoussés. Comment le faire, sinon en préparant inlassablement la grève générale jusqu'à la victoire.

Pour cela, il faut continuer à imposer l'unité aux chefs divisés. Le 25 novembre a prouvé que les travailleurs, eux, sont toujours prêts à s'unir.

Mais il faut tirer la leçon la plus profonde de la grève. Celle dont dépend tout l'avenir: il faut une nouvelle direction ouvrière. Les milliers de militants ouvriers dégoûtés de la S.F.I.O. et du P.C.F. doivent comprendre qu'ils ont une tâche historique à remplir: celle de se regrouper pour leur opposition sérieuse des intérêts de leur classe.

Dans toutes les Centrales et hors des Centrales, ils sont des milliers d'accord pour que la classe ouvrière retrouve une politique révolutionnaire indépendante des gouvernements de Wall-Street et du Kremlin. Qu'ils prennent contact, qu'ils s'organisent, qu'ils créent une large tendance syndicale révolutionnaire et ils pourront ouvrir à la victoire.

## Tournois

A Tournois et dans les localités environnantes, la grève a été décidée — au vote secret — par des majorités allant de 66 % à 90 %.

Aucune usine ou atelier n'a travaillé. L'électricité a été coupée.

Dans les chemins de fer, grève quantitative, à l'exception de quelques C.F.T.C. hésitants « faute de directives ». Ce qui permit aux chefs de faire passer quelques rares trains.

A 15 heures, de nombreux travailleurs assistèrent à la réunion organisée par l'Union locale. Le Secrétaire de la C.G.T. a tenu une séance en parlant d'une devise qui ornait les salles de réunions syndicales — avant — a-t-il dit.

« *Proletaires de tous les pays, unissez-vous!* »

Et résumé, grève réussie, mais nous rapprochons à nos responsables syndicaux de ne pas avoir eu plus d'initiative.

## Brest

Arnaval, 100 % de grévistes. Bâtiment, 80 % Métallurgie, 60 %. Dockers, 100 %. S.N.C.F. pas de trains, mais « exploitation » travaille.

C'est matin, une colonne d'une centaine de grévistes s'est rendue au port de commerce et a fait débrayer des gens qui déchargement des wagons de ciment.

Cet après-midi, la baraque de l'Office de documentation coloniale a vu ses portes enfoncées.

Les brochures coloniales ont été brûlées. Les gens scandèrent à l'unisson « Paix au Viet-Nam! »

« Les flots sont arrivés pour contempler les naufrages! »

Bien qu'il y ait eu beaucoup de grévistes, il n'y a pas eu de grandes foules aux meetings.

L'enthousiasme n'est pas très grand après les interventions des bosses.

## Morlaix

Grève générale à la Manufacture des Tabacs et à l'E.D.E.

90 à 95 % à la S.N.C.F. le journal « Télégramme » n'a pas paru, 100 % dans deux coopératives du Bâtiment, 50 % de professeurs, mais échecs dans les P.T.T. et administration.

La grève n'a été précédée d'aucune préparation. Malgré de nombreuses réticences, le désir d'unité est très grand.

RABCOR.

## RABCOR

« Les informations ont été si nombreuses après cette grève que nous n'avons pu toutes les publier. Rabcor, tu es comique que « La Vérité » était le seul journal qui pouvait tirer les leçons de cette grève et préparer les grands combats de demain. Avec ton soutien nous agrandirons d'abord le rayonnement puis le format de notre « Vérité ».

Des millions de travailleurs se sont unis dans la lutte et ont fait de la grève du 25 novembre un succès pour la classe ouvrière. Mais cependant, à travers le pays et les différentes corporations, la réussite de la grève fut inégale. L'impréparation et la méfiance des ouvriers à l'égard des dirigeants qui les ont conduits à diverses reprises à la défection ont amené de nombreuses défections. Des responsables syndicaux (y compris ceux de la C.G.T.) ne participèrent pas dans de nombreuses entreprises à la grève.

De nos informations (dont nous publierons la suite dans le prochain numéro de « La Vérité »), il ressort que partout où la grève fut démocratiquement préparée et dirigée par des militants ayant la confiance des ouvriers, elle fut un succès.

La combativité ouvrière reste grande, mais pour ressourder totalement et efficacement les rangs ouvriers et préparer des luttes victorieuses, il faut que les travailleurs décident et organisent eux-mêmes leurs combats.

## Chez les Cheminots

**VITRY-SUR-SEINE:** 95 % de grévistes. Constitution d'un Comité d'Unité d'Action avec participation de la C. N. T. qui fait rejeter du cahier de revendications les primes au rendement et le gouvernement à démocratiser. Les responsables C. G. T. refusent d'organiser des Assemblées générales.

**ROUEN:** Sur 1.600 ouvriers et cheminots aux Ateliers, 95 seulement ont travaillé. Meeting, Manifestation à la Préfecture.

**REIMS:** 500 à 600 grévistes sur 1.500 cheminots. Des autobus n'ont pas été mis en marche devant la menace de licenciement d'autres ne voulant pas parce qu'ils n'avaient pas été défendus par les Syndicats... Un responsable C.G.T. travaillait, etc.

**SAINT-QUENTIN:** 50 % en grève.

**VITRY-LE-FRANCOIS:** 50 % également. Des délégués de la Fédération n'étaient pas en grève!

**LE BOURGET:** Le 25, à 4 heures, arrêt total au dépôt et au triage. Au dépôt, le Comité de grève dépose une manœuvre de la direction qui faisait sortir du docteur tous les chauffeurs et mécaniciens grévistes des dépôts étrangers. Elle voulait les faire choisir: reparti ou aller à l'hôtel.

Au triage: grève des agents de manœuvre, grande défection parmi les aiguilleurs, les agents des services électriques travaillant.

Grève totale aux ateliers Matériel Routier.

Grève à 95 % aux ateliers dépotés.

Le Comité d'Unité d'Action, bien que formé par en haut C.G.T., C.F.T.C., F.O., a fonctionné très démocratiquement.

Les cadres autonomes ont montré leur vrai visage d'agents du patronat et de l'Etat. Ce qui a amené le responsable C.F.T.C. à dire: « Il faudra s'en souvenir lorsqu'on nous parlera des augmentations hiérarchiques! » au grand applaudissement des dirigeants syndicaux présents (C.F.T.C., F.O., C.G.T.).

**EPERNAY:** Un Comité d'entente est constitué par les dirigeants syndicaux (C.G.T., F.O., C.F.T.C.) l'exception — à la demande de la direction — que ceux qui travaillent soient pointés. Il décide que la grève ne durera que 24 heures (certains gens pensent qu'il faut continuer; ils ont l'impression que cette grève est un coup de sabre dans le feu et que si nous n'obtenons rien, la direction reprendra du poil de la bête).

Une seule Assemblée générale le 24, de 17 h. 30 à 18 h. 20!

Sur les 1.800 cheminots d'Epérnay, dont 900 sont syndiqués à la C.G.T., 350 environ seulement participent à la réunion.

Le 25 au matin, piquets de grève à tous les services: Dépôt, Exploitation, Voie, Entretien.

L'après-midi, en gare, certains gars reprennent le travail sous la pression des chefs.

A une réunion dans l'après-midi, le responsable C.G.T. développe essentiellement les revendications cheminots et parle très peu de l'extérieur. Enfin, il espère que l'unité d'action se maintiendra dans l'avenir. Les gars rient à l'unanimité: « Que ça dure! Que ça dure!... »

## Bassin de Nancy

DANS LA SIDERURGIE, grève totale dans les usines de Neuves-Maisons, Homécourt, Auboué, Aubrivé, Acieries de Longwy, Michéville, à Villersupt, ainsi que dans la métallurgie d'Aubrivé, à Villersupt.

Grève quasi-totale à Scelle-Maulévy (Henriette), Patisserie chez Rayé à Sainnes et à la Providence (Rehan). Echec à Pompey, Pont-à-Mousson, Foug Dieulouard, Joril, Acieries de la Chiers et Coteau.

**METALLURGIE:** Lunéville 100 %. Frouard 75 %, 60 % à Nancy (C. G. E.). S.E.L. : Grève partielle.

**PRODUITS REFRACTAIRES.**

**CHAUSSEURS:** majorité de grévistes mais échec dans les chimiques, les P.T.T. et les administrations.

**TRAMWAYS ET ENSEIGNEMENT** 50 %.

Les liens ont par contre subi normalement. La préparation du mouvement a été insignifiante. Les responsables F. O. du département ne croyaient pas à la grève et étaient enclins à ne pas appliquer le mot d'ordre. Pour ceux de la C. G. T., après être restés dans l'expectative jusqu'au 22 ou 23, leurs recommandations étaient de continuer à travailler.

La plupart des cas et notamment dans les entreprises importantes les délais étaient trop courts.

En général ce sont les organisations syndicales locales qui ont dirigé le mouvement.

Mais un seul une réticence certaine même là où le mouvement a parfaitement réussi car la grosse masse des gars craint que cette lutte ne soit sans lendemain.

Ils sentent bien que les directions ne veulent ni les unes ni les autres de la grève générale jusqu'au bout et beaucoup disent: « attendez! » ou « une grève pour rien... »

Il faut que nous soyons capables de nous faire largement entendre pour expliquer les raisons des échecs et pour montrer les solutions sinon le découragement va faire des ravages dans les rangs ouvriers.

## Puteaux - Suresnes

Pas un bus rue de Verdun. Pas un train. Saurer, Morane. Un débrayés. Chez Lath seules quelques ouvrières et ménages travaillent. A la Radiotechnique et chez Hutchinson les centres ont été plus importantes.

Chez Bernard Moreau il a fallu une puissante intervention des flits pour faire rentrer... une cinquantaine d'ouvriers.

Dans l'ensemble, la grève a été suivie mais la foi dans la victoire a été de peu de durée.

## Marseille

La préparation de la grève a été trop tardive et nombreux ont été les travailleurs qui n'ont pu être consultés.

L'aspect de la ville était transformé. Pas de camion sauf quelques « routeurs ». Pas de départements voisins et des camionnettes. Le marché du Cours Julien (Les Halles de Marseille) était désert.

Arrêt complet sur les quais du port. Pas d'embarquement ni de débarquement, pas de Douanes actives aux Ports, Douane centrale. Les services publics n'ont pas travaillé.

Gares d'Arenç, marchandise, Juliette et St-Charles (voyageurs) fermées.

Constructions navales en grève, etc... La grève a été plus large qu'on ne s'y attendait après tous les insuccès précédents.

Elle aura eu un effet moral encourageant si les ouvriers s'aperçoivent pas la suite qu'ils n'ont pas sacrifié une journée de travail pour rien, ce qui leur est très pénible dans leur situation actuelle.

## Nantes

AU GAZ. — 2 défections sur 400. BATIMENT. — Grève à 100 %. S.N.C.F. — Quelques non grévistes.

**LOIRE ET BRETAGNE.** — Des gars ont travaillé l'après-midi.

**SERVICES PUBLICS.** — Grève totale AUX CHANTIERS CARNAUD. Le patron a menacé de supprimer la prime d'ancienneté (800 fr.) et la prime de fin d'année (6 à 8.000 fr.) aux grévistes. Les ouvriers n'ont pas débrayé.

Meeting place de la Petite-Hollande organisé par C.G.T., F.O., C.F.T.C., F.E.N. 20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

20 à 30.000 participants, mais peur d'enthousiasme. Délégués à la Préfecture. Le Préfet est d'accord comme d'habitude, mais il déclare ignorer l'arrestation qui a eu lieu à « la Bretagne ».

En suite les copains ont pris la tête d'une manifestation à la poste du Pont Morand.

## Renault

Peu de monde ce matin 25 novembre dans les rues de Boulogne. Très peu de travailleurs autres des ateliers Renault. Les portes sont gardées par de maigres piquets de grève, sauf devant J.J. Carnaud où il est assez imposant.

Le travail des dirigeants syndicaux n'a pas été bien fait. Seuls quelques ateliers ont élu leur comité de grève et aucun n'a formé de comité d'Unité d'Action.

« On » a plus compté sur la bonne volonté des ouvriers que sur leur organisation.

Vers 6 h. 30 quelques jeunes fascistes du R. F. essaient de forcer les piquets. En vain!

Ils recèdent vers 13 h. Cette fois, deux des nôtres sont blessés. Lefauchoux a tenu à marquer cette journée de son cachet. Foulant sur le piquet qui gardait la porte de la Direction il frappe un de nos camarades et essaye vainement de l'entraîner dans les bureaux. Il lance ensuite un appel d'encouragement aux nouveaux venus pour travailler. Quelques-uns restent.

Aucun atelier n'a travaillé, mais nul enthousiasme. Les gars font la grève parce qu'il faut la faire!

## Douai

L'organisation de la grève semble avoir été assez mauvaise: ouvriers présents individuellement dans la salle syndicale. Pas de campagne systématique.

Comités d'Unité d'Action, pas question dans la région.

Participation au mouvement: Métallurgie: 4 usines principales à Douai: succès.

Arbel. .... 90 % de débrayages

Bréquet. .... 70 %

Tréfileries. .... 90 %

Usines de ressorts. 60 %

Batellerie, Ports, Docks et Ateliers: 100 %.

Fonctionnaires: Ponts et Préfecture, travail normal. (Les employés n'ont pas fait grève, estimant avoir été traités lors de la grève du 15 juin par les dirigeants syndicaux qui ne se sont pas marqués eux-mêmes sur les listes de grévistes.)

Enseignement: 70 % grévistes.

Il semble que les ouvriers jugent sévèrement cette grève: échec partiel, en tout cas grève insuffisante et mal organisée.

## Coueron

A COUERON, Forges et Laminiers de PONTGIBAUD, la grève n'a été respectée par le personnel. Les délégués F.O. s'étant retranchés derrière un vote de l'ensemble du personnel.

120 pour 460 contre 300 abstentions.

A BASSE-INDRE, Chez Carmaud, le mot d'ordre de grève a été suivi après une réunion de tous les Organisations: C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C.

Démarche de délégués pour obtenir la garantie de la prime d'ancienneté mensuelle (800 francs) et annuelle (8.000 fr. environ), obtenue en échange d'une promesse garantissant la marche du four Martin et des services d'alimentation.

**CHÂLONS-SUR-MARNE**

CHEMINOTS: 55 % de grévistes.

ALIMENTATION: 75 %.

ENSEIGNEMENT: secondaires: 75 %;

technique: 50 %; primaires: 10 % (1).

P.T.T.: 0 %.

Les cégétistes, qui sont des dirigeants locaux du P.C., n'ont pas fait grève, sous prétexte que la C.F.T.C. ne le faisait pas.

Partout ailleurs: débrayages partiels en général en dessous de 50 %, surtout chez les fonctionnaires (en ne comptant que les organisations).

A 15 heures, un meeting regroupa 4.000 personnes (la majorité était des cheminots).

(1) La direction de la section locale d'Instituteurs, connue pour être intransigeamment réformatrice, s'est surpassée dans la lâcheté et le jésuitisme.

## Bordeaux

INDUSTRIE, 75 % en grève.

TRAMWAYS ET TRANSPORTS: Grève totale.

DOCKERS: Grève totale, à l'exception de quelques cadres.

Grève des boux. A l'Hôpital, la majeure partie du personnel travaille. Au Ministère de la Reconstruction, aucun ordre de grève n'a été donné par aucun Syndicat.

Echec de la grève à la Poste, sauf parmi les facteurs.

Echec à la Douane.

Parmi les plus combattifs, les employés

circulaient en masse dans les rues, obligeant les magasins à fermer, notamment au magasin de tissus Poudane où ils ont déstabilisé les portes aux « Prix Uniques » et l'intervention des flits a fait fuir quelques vitres...

A la gare Bordeaux-Saint-Jean, le train d'Hendaye a pu prendre le départ qu'après 6 heures de retard et l'intervention « active » des CRS, contre les chemistes.

## Saint-Etienne

A Saint-Etienne, l'ordre de grève a été assez bien suivi dans la métallurgie et dans les mines. Les tramways n'ont pas fonctionné; le courrier n'a pas été distribué. La plupart des écoles primaires étaient fermées.

Dans quelques boîtes, les délégués protestant échec de la malencontreuse grève du 25 octobre lancée sans préparation contre Jules Moch et sans adjonction de mots d'ordre revendicatifs ont refusé de donner l'ordre de débrayage. La gymnastique pseudo-révolutionnaire fatigue les plus ardents.

Le matin, une grande manifestation sur la place Albert-Thomas a groupé près de 10.000 participants. Le meeting était organisé par la C.G.T., F.O., la C.F.T.C. (qui est de « gauche » ici) et les Institutsurs.

F.O. et la C.F.T.C. s'en prirent surtout aux intermédiaires et aux commerçants. Le représentant de la C.G.T. fit allusion à un nouveau Juin 36, mais il ne donna pas les moyens d'y arriver.

Un défilé traversa la ville jusqu'à la Préfecture; une délégation se rendit auprès du Préfet.

C'est la première fois depuis la scission qu'un aussi grand nombre de travailleurs était présent à une manifestation de rue. Les Stéphanois qui ont subi de rudes coups lors des grèves des mineurs, menées dans les conditions que l'on sait, passent difficilement leurs plaies.

« A noter que le « Patriote » le quotidien stéphanois a vu 80.000 manifestants, ce qui représenterait tous les hommes et toutes les femmes valides de Saint-Etienne, puisque la ville compte à peine 200.000 habitants.

## Beaucaire

Garz et Electricité: Grève générale, sauf service de sécurité.

Ciments Français: Préparation poussée de la grève par les Secrétaires du Syndicat et du Comité d'entreprise (stéphanois) et un camarade anarchiste espagnol (assez grosse influence dans la boîte).

Résultat: Sur 80 ouvriers, seulement 65 présents, dont une vingtaine pour les services de sécurité. Grève totale.

S.N.C.F.: Préparation de la grève par le dirigeant syndical stéphanois (lecteur de la « V. »).

Sur 46 cheminots, 29 débrayent. Grève totale.

Produits Chimiques: Non préparation quasi-systématique de la grève.

Résultat: Sur 80 ouvriers, 41 seulement participent au vote.

20 pour; 17 contre et 4 aus.

Les abstentionnistes sont pour une bonne part des militants stéphanois. Aucun débrayage.

Martini-Rossi: Bien que gagnant entre 100 et 180 fr. de l'heure, les ouvriers réclament la prime de 3.000 francs, l'obtiennent sans faire grève, du patron.

Néanmoins, ils décident une grève d'une heure de solidarité. Le patron exige alors qu'elle se fasse à 11 heures.

Les ouvriers refusent, ayant décidé de la faire de 10 heures à 11 heures et passant outre à l'ordre du patron, débrayé à 100 % à l'heure prévue, entraînant ainsi un arrêt de 2 heures au lieu d'une.

Bâtiment: Non préparation de la grève. Mais de bouche à oreille, le mot d'ordre de grève générale est transmis dans les journées des 23 et 24 novembre. Les gars montrent leur combativité en débrayant à 100 %.

## Montpellier